

15 SEPTEMBRE 2026

USD CGT SANTÉ ET ACTION SOCIALE DE L'HÉRAULT



TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION !

■ POUR UN FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE À LA HAUTEUR DES BESOINS DE LA POPULATION ET DES SALARIÉ-ES

LA SANTÉ N'EST PAS UNE DÉPENSE, C'EST UN INVESTISSEMENT

Depuis plus de vingt-cinq ans, les PLFSS successifs ont été construits autour d'une logique de maîtrise comptable des dépenses (ONDAM). Cette logique a dégradé l'hôpital public et l'ensemble des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la Fonction Publique Hospitalière : fermetures de lits et de structures, difficultés de recrutement, allongement des délais de prise en charge, épuisement des professionnel·les, précarisation des salarié·es.

L'ARGENT PUBLIC DÉTOURNÉ VERS LA GUERRE

Pendant que les budgets de guerre explosent (+36 milliards à la loi de programmation militaire), le Premier ministre demande des économies à tous ses ministères, la Santé en premier lieu. 6 milliards ont déjà été pris à la Sécurité sociale pour financer l'effort de guerre (4 milliards en décembre 2025, 2 milliards en mai 2026).

NOS CARRIÈRES CLOUÉES AU SMIC

Au 1er juin 2026, le SMIC atteint 1 477,93 € net, une hausse dérisoire face à l'explosion du coût de la vie. Ancienneté, qualifications, carrières : cette politique organise le déclasserement salarial de toute la profession.

80 000 LITS FERMÉS DEPUIS 2003

Dont environ 45 000 sous la présidence Macron. Chaque année, 70 milliards d'euros sont soustraits au financement de la protection sociale au titre des exonérations de cotisations sociales aux entreprises, quand le premier poste budgétaire de l'État reste l'aide aux entreprises (211 milliards).

EXIGEONS :

- Des mesures d'urgence immédiates : déblocage du 1,1 milliard de budget mis en réserve, arrêt de la ponction sur la Sécurité sociale pour le budget de guerre
- Un financement 2027 à la hauteur des besoins : +10% pour l'ONDAM, arrêt de la taxe sur les salaires FPH (6 milliards), arrêt des exonérations de cotisations sociales (70 milliards)
- La réouverture de tous les lits et services fermés, des embauches massives et pérennes
- La revalorisation générale des salaires, des pensions et des carrières, la reconnaissance de la pénibilité
- Un débat public, dans le cadre des échéances électorales, sur les moyens à mettre en œuvre

**RASSEMBLEMENT
15 SEPT. 2026**

12H00

**PRÉFECTURE DE
MONTPELLIER**

Place des Martyrs

NOS MÉTIERS ONT DU SENS, NOS LUTTES AUSSI !